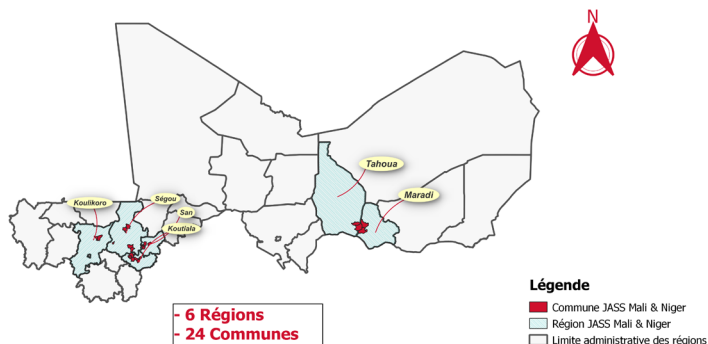




Justice et Stabilité au Sahel (JASS)

JASS est un programme financé par le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCDO). Il est mis en œuvre par Mercy Corps en partenariat avec AMEDD au Mali dans les régions de Koulikoro, Ségou et Koutiala; et Cercle Dev au Niger, dans les régions de Tahoua et Maradi. Il vise à favoriser une justice inclusive et légitime au Mali et au Niger via un ensemble holistique d'actions centrées sur les questions de conflits fonciers, de gestion des ressources naturelles et d'accès à la justice. Il contribue désormais à la stabilisation de zones à risque tout en incorporant un volet de recherche sur la compréhension des questions d'accès à la justice au Mali et au Niger.

Zones d'intervention JASS



Mercy Corps est une organisation internationale de premier plan dans plus de 40 pays, à travers le monde, animée par la conviction qu'un monde meilleur est possible. En cas de catastrophes, de difficultés, nous mettons en œuvre des solutions audacieuses en aidant les personnes à triompher de l'adversité et à bâtir des communautés plus fortes par elles-mêmes. Depuis 2012, Mercy Corps a contribué à l'amélioration des conditions de vie et au développement économique de centaines de milliers de personnes dans 7 régions au Mali.



**MERCY
CORPS**

mali.mercycorps.org



Mercy Corps Mali

Bamako - Mali
Badalabougou Rue 22
Porte 49 BP E22685
Tél.: +223 44 90 44 33

Mercy Corps, US QG

Portland, OR 97204
United States of America
Tél.: +1 503 796 6800

Mercy Corps, UK QG

Edinburgh EH9 1 NJ
Scotland, UK
Tél.: +44 131 662 5160

INFORMATIONS, SUGGESTIONS OU PLAINTES AU :

NUMÉRO VERT:

80 00 55 59
malicarm@mercycorps.org

NUMÉRO WHATSAPP (24/7)

82 00 11 11
integrityhotline@mercycorps.org



PRODUITS DE RECHERCHES DE JASS



Les recherches:

Le démarrage du programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS), a été sanctionné par la réalisation de cinq (5) études phares dont: Evaluation de l'Égalité du Genre et de l'Inclusion Sociale (GESI), Evaluation de l'Économie Politique (PEA), Evaluation de la Résilience aux Conflits et au Climat (CCRA).

GESI

Objectif : Comprendre les défis auxquels sont confrontés les groupes marginalisés, femmes, jeunes, personnes handicapées, personnes déplacées en termes d'accès et de participation aux instances communautaires de prise de décision.

Méthodologie :

18 Discussions de groupe

41 entretiens individuels

Période de collecte : **Août 2023**

Cadre d'analyse théorique : **Méthode Harvard**

Resultats et Recommandations :

Le Mali et le Niger sont des contextes conservateurs avec des normes patriarcales fortes qui considèrent les hommes en tant que principaux décideurs et limitent les femmes à des rôles reproductifs avec un pouvoir de décision limité.

L'importante implication des femmes dans les tâches ménagères limite également leur capacité à participer aux activités communautaires, même lorsqu'il est socialement acceptable qu'elles jouent un rôle dans la médiation de conflits «mineurs» au sein des ménages.

Les leaders communautaires et religieux, tels que les imams, peuvent être des acteurs importants pour la participation des groupes marginalisés ; en particulier dans les contextes musulmans, les interventions des ONG qui s'associent aux imams peuvent être plus efficaces que celles qui n'impliquent que des parties prenantes laïques.

La capacité à accéder à la terre et à prendre des décisions la concernant reste un défi considérable pour les plus marginalisés, car les normes sociales sont sous-tendues par un cadre institutionnel de lois formelles et informelles qui ne favorisent pas ces groupes ; le changement nécessitera de faire évoluer les normes au niveau des ménages et des communautés.

Les programmes tels que JASS devraient adopter une approche GESI qui va au-delà de «l'inclusion» des groupes marginalisés et qui s'efforce au contraire d'amplifier leur voix et leur pouvoir de décision au sein de leurs communautés ; cela nécessite de reconnaître la nature différente des besoins et des opportunités associés aux groupes marginalisés et des actions programmatiques explicites pour les inclure de manière significative.



PEA

Objectif : Comprendre la dynamique du pouvoir autour des ressources naturelles et foncières dans les régions ciblées par JASS au Mali et au Niger.

Méthodologie :

60 entretiens individuels

Période de collecte: **Septembre et octobre 2023**

Cadre d'analyse théorique : **Analyse de l'Economie Politique**

Resultats et Recommandations :

Des concepts tels que l'«inclusivité», l'«équité», les «allochtones» et les «autochtones» ne sont pas clairement définis ni compris de la même manière.

Les normes sociales favorisent les voix de ceux qui détiennent le pouvoir, principalement les hommes, et en particulier dans les organes de décision où les rôles des femmes et des jeunes hommes sont perçus différemment.

Le pouvoir et l'influence des chefs traditionnels, tels que les chefs de canton et les imams, peuvent faciliter ou entraver les activités et doivent être soigneusement pris en compte dans la programmation.

Les acteurs impliqués dans la gestion des ressources naturelles (GRN) ont une capacité démontrée à adopter des tactiques innovantes de résolution des conflits, mais les systèmes de gouvernance de la GRN ne sont pas inclusifs et la connaissance des textes juridiques relatifs à la GRN est faible.

Les COFO bénéficient d'un soutien important au niveau de la commune et du cercle/département, et offrent des points d'entrée clairs pour un engagement plus inclusif concernant les ressources naturelles à ces niveaux ; les programmes devraient capitaliser sur cette situation et soutenir la participation significative des COFO à leurs activités.

Les interventions relatives aux points d'eau devraient inclure les groupes souvent exclus, comme les éleveurs, dans la planification et la mise en œuvre des activités liées à ces ressources, en gardant à l'esprit que les conflits au Niger opposent principalement les agriculteurs et les éleveurs, tandis qu'au Mali, ils opposent les agriculteurs entre eux.



CCRA

Objectif : Mettre en lumière la dynamique entre le changement climatique et les conflits dans les régions du Mali et du Niger ciblées par le programme JASS, dans le but principal d'informer les interventions du programme.

Méthodologie :

48 Discussions de groupe

26 entretiens individuels

Période de collecte: **Septembre et octobre 2023**

Cadre d'analyse théorique : **Evaluation de la résilience aux conflits et au climat de Mercy Corps**

Resultats et Recommandations :

Les participants étaient surtout préoccupés par les tendances environnementales : dégradation de l'environnement (par exemple, déforestation et désertification) ; réduction de la disponibilité de l'eau (en soulignant l'irrégularité des précipitations, y compris l'abaissement des nappes phréatiques et les sécheresses) ; augmentation des parasites des cultures agricoles ; réduction de la fertilité des sols et des rendements des arbres fruitiers ; et diminution des pâturages et du fourrage.

En ce qui concerne les tendances socio-économiques, l'augmentation des prix, la baisse des rendements agricoles et des revenus qui en découlent, ainsi que l'exode rural sont les principales préoccupations.

La mauvaise gestion des conflits est le facteur le plus souvent cité dans les discussions sur ce qui transforme les désaccords en conflits violents.

Les principaux conflits identifiés par les participants sont les conflits interpersonnels liés à la terre, les conflits entre agriculteurs et éleveurs (plus souvent cités au Niger) et les conflits internes au ménage entre maris et femmes (liés à l'héritage au Niger et à la difficulté de joindre les deux bouts au Mali).

Les conflits fonciers atteignent leur paroxysme au début et à la fin de la saison des pluies ; les conflits entre agriculteurs et éleveurs s'aggravent en raison des chocs climatiques, en particulier de l'irrégularité des précipitations.

Les stratégies de résilience aux chocs climatiques comprennent la migration et des mécanismes d'adaptation négatifs tels que la vente de biens et l'abandon de l'école par les enfants

Le renforcement de la résilience des communautés pourrait impliquer, avant tout, la restauration des terres, l'introduction de mesures de protection contre le changement climatique et l'amélioration de la qualité de l'eau et de l'assainissement.

Mariam Santara: Chargée recherche
Patrycja Stys: Manager recherche
Paterne Aimé Petite: Directeur JASS